



KPMG Audit

224 rue Carmin
CS 17610
31676 Labège Cedex
France



Grant Thornton

L'instinct de la croissance™

Grant Thornton

Membre de Grant Thornton International

29, rue du Pont
CS 20070
92578 Neuilly-sur-Seine
France

LATECOERE S.A.

***Rapport des commissaires aux comptes sur
l'émission d'actions ordinaires et de diverses
valeurs mobilières avec maintien et/ou suppression
du droit préférentiel de souscription***

Assemblée générale mixte du 13 mai 2019 - Résolutions 11 à 19

LATECOERE S.A.

135, rue de Périole - 31500 Toulouse

Ce rapport contient 4 pages



KPMG Audit

224 rue Carmin
CS 17610
31676 Labège Cedex
France



Grant Thornton
Membre de Grant Thornton International
29, rue du Pont
CS 20070
92578 Neuilly-sur-Seine
France

LATECOERE S.A.

Siège social : 135, rue de Périole - 31500 Toulouse
Capital social : €190.337.036

Rapport des commissaires aux comptes sur l'émission d'actions ordinaires et de diverses valeurs mobilières avec maintien et/ou suppression du droit préférentiel de souscription

Assemblée générale mixte du 13 mai 2019 - Résolutions 11 à 19

Mesdames, Messieurs les Actionnaires,

En notre qualité de commissaires aux comptes de votre société et en exécution de la mission prévue par les articles L. 228-92 et L. 225-135 et suivants du code de commerce, nous vous présentons notre rapport sur les propositions de délégation au Conseil d'administration de différentes émissions d'actions et/ou de valeurs mobilières, opérations sur lesquelles vous êtes appelés à vous prononcer.

Votre Conseil d'administration vous propose, sur la base de son rapport :

- de lui déléguer, pour une durée de 26 mois, la compétence pour décider des opérations suivantes et fixer les conditions définitives de ces émissions et vous propose, le cas échéant, de supprimer votre droit préférentiel de souscription :
 - émission avec maintien du droit préférentiel de souscription (12^{ième} résolution) d'actions ordinaires et/ou d'actions ordinaires donnant droit à l'attribution d'autres actions ordinaires ou de titres de créance, et/ou de valeurs mobilières donnant accès à des titres de créance à émettre ;
 - émission avec suppression du droit préférentiel de souscription par voie d'offre au public (13^{ième} résolution) d'actions ordinaires et/ou d'actions ordinaires donnant droit à l'attribution d'autres actions ordinaires ou de titres de créance, et/ou de valeurs mobilières donnant accès à des titres de créance à émettre, étant précisé que ces titres pourront être émis à l'effet de rémunérer des titres qui seraient apportés à la société dans le cadre d'une offre publique d'échange sur des titres répondant aux conditions fixées par l'article L. 225-148 du code de commerce ;
 - émission avec suppression du droit préférentiel de souscription par voie d'offres visées au II de l'article L. 411-2 du code monétaire et financier et dans la limite de 20% du capital social par an (14^{ième} résolution) d'actions ordinaires et/ou d'actions ordinaires donnant droit à l'attribution d'autres actions ordinaires ou de titres de créance, et/ou de valeurs mobilières donnant accès à des titres de créance à émettre ;

- de l'autoriser, par la 17^{ième} résolution et dans le cadre de la mise en œuvre de la délégation visée aux 13^{ième} et 14^{ième} résolutions, à déroger aux conditions de fixation de prix prévues par les résolutions précitées dans la limite de 10 % du capital social par période de 12 mois ;
- de lui déléguer, pour une durée de 26 mois, les pouvoirs nécessaires à l'effet de procéder à une émission d'actions ordinaires et/ou d'actions ordinaires donnant droit à l'attribution d'autres actions ordinaires ou de titres de créance, et/ou de valeurs mobilières donnant accès à des titres de créance à émettre, en vue de rémunérer des apports en nature consentis à la société et constitués de titres de capital ou de valeurs mobilières donnant accès au capital (15^{ième} résolution), dans la limite de 10 % du capital.
- de lui déléguer pour une durée de 26 mois la compétence de décider d'une augmentation du capital, en une ou plusieurs fois, par l'émission d'actions ordinaires et/ou d'actions ordinaires donnant droit à l'attribution d'autres actions ordinaires ou de titres de créance, avec suppression du droit préférentiel de souscription, au profit des adhérents d'un plan d'épargne entreprise ou de groupe établis par la société. Cette augmentation est limitée à 2% du capital social de votre société (18^{ième} résolution).

Le montant nominal global des augmentations du capital susceptibles d'être réalisées immédiatement ou à terme ne pourra, selon la 19^{ième} résolution, excéder 95.000.000 euros au titre des résolutions 11 à 15, étant précisé que le montant nominal des augmentations de capital susceptibles d'être réalisées ne pourra excéder 19.000.000 euros pour l'ensemble des 13^{ième}, 14^{ième} et 15^{ième} résolutions.

Le montant nominal global des titres de créance susceptibles d'être émis ne pourra, selon la 19^{ième} résolution excéder 150.000.000 euros pour les résolutions 11 à 15, étant précisé que le montant nominal des titres de créance susceptibles d'être émis ne pourra excéder 30.000.000 euros pour l'ensemble des 13^{ième}, 14^{ième} et 15^{ième} résolutions.

Ces plafonds tiennent compte du nombre supplémentaire de titres à créer dans le cadre de la mise en œuvre des délégations visées aux 12^{ième}, 13^{ième} et 14^{ième} résolutions, dans les conditions prévues à l'article L. 225-135-1 du code de commerce, si vous adoptez la 16^{ième} résolution.

Il appartient au Conseil d'administration d'établir un rapport conformément aux articles R. 225-113 et suivants du code de commerce. Il nous appartient de donner notre avis sur la sincérité des informations chiffrées tirées des comptes, sur la proposition de suppression du droit préférentiel de souscription et sur certaines autres informations concernant ces opérations, données dans ce rapport.

Nous avons mis en œuvre les diligences que nous avons estimé nécessaires au regard de la doctrine professionnelle de la Compagnie nationale des commissaires aux comptes relative à cette mission. Ces diligences ont consisté à vérifier le contenu du rapport du Conseil d'administration relatif à ces opérations et les modalités de détermination du prix d'émission des titres de capital à émettre.

LATECOERE S.A.
*Rapport des commissaires aux comptes sur l'émission d'actions ordinaires et de
diverses valeurs mobilières avec maintien et/ou suppression du droit préférentiel de
souscription*
19 avril 2019

Sous réserve de l'examen ultérieur des conditions des émissions qui seraient décidées, nous n'avons pas d'observation à formuler sur les modalités de détermination du prix d'émission des titres de capital à émettre données dans le rapport du Conseil d'administration au titre des 13^{ième}, 14^{ième}, 17^{ième} et 18^{ième} résolutions.

Par ailleurs, ce rapport ne précisant pas les modalités de détermination du prix d'émission des titres de capital à émettre dans le cadre de la mise en œuvre des 12^{ième} et 15^{ième} résolutions, nous ne pouvons donner notre avis sur le choix des éléments de calcul de ce prix d'émission.

Les conditions définitives dans lesquelles les émissions seront réalisées n'étant pas fixées, nous n'exprimons pas d'avis sur celles-ci et, par voie de conséquence, sur la proposition de suppression du droit préférentiel de souscription qui vous est faite dans les 13^{ième}, 14^{ième} et 18^{ième} résolutions.

Conformément à l'article R. 225-116 du code de commerce, nous établirons un rapport complémentaire, le cas échéant, lors de l'utilisation de ces délégations par votre Conseil d'administration en cas d'émission de valeurs mobilières qui sont des titres de capital donnant accès à d'autres titres de capital ou donnant droit à l'attribution de titres de créance, en cas d'émission de valeurs mobilières donnant accès à des titres de capital à émettre et en cas d'émission d'actions avec suppression du droit préférentiel de souscription.

Les commissaires aux comptes,

Labège, le 19 avril 2019

Neuilly-sur-Seine, le 19 avril 2019

KPMG Audit
Département de KPMG S.A.

Grant Thornton
Membre de Grant Thornton International



Eric Junières
Associé



Michel Dedieu
Associé



Pascal Leclerc
Associé